





**PRÉFET  
DU BAS-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale du Bas-Rhin  
14 rue du Bataillon de marche n°24  
BP 10001  
67050 Strasbourg Cedex

Strasbourg, le 08/04/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 25/03/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**ESKA (ex DERICHEBOURG Environnement)**

56 rue de Metz  
57130 Jouy-Aux-Arches

Références : 0006703962/20250325/YA/AG  
Code AIOT : 0006703962

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/03/2025 dans l'établissement ESKA (ex DERICHEBOURG Environnement), implanté RD 74 67160 Wissembourg. L'inspection a été annoncée le 23/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ESKA (ex DERICHEBOURG Environnement)
- RD 74 67160 Wissembourg
- Code AIOT : 0006703962
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Les installations de la société ESKA sont autorisées et réglementées par l'arrêté préfectoral du 24

mai 2011. Elles relèvent du régime de l'autorisation au titre des rubriques de la nomenclature des installations classées, notamment les activités de stockage, dépollution, démontage, découpage ou broyage de véhicules hors d'usages (rubrique 2712) et les activités de transit, regroupement ou tri de déchets de métaux, de déchets dangereux et non dangereux (rubriques 2713-1, 2714-1, 2716-1, 2718-1 et 2791-1).

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées au préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer au préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis, éventuellement, une modification de la rédaction de la prescription, par voie d'arrêté préfectoral, pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Isolement avec les milieux	Arrêté Préfectoral du 24/05/2011, article 4.2.4.2	Sans objet
2	Rejet dans le milieu naturel	Arrêté Préfectoral du 24/05/2011, article 4.3.9.1	Sans objet
3	Séparation des déchets	Arrêté Préfectoral du 24/05/2011, article 5.1.2	Sans objet
4	Déchets produits par l'établissement	Arrêté Préfectoral du 24/05/2011, article 5.1.7	Sans objet
5	Zonages internes à l'établissement	Arrêté Préfectoral du 24/05/2011, article 7.1.2	Sans objet
6	Equipement fixe de détection de matières radioactives	Arrêté Préfectoral du 24/05/2011, article 7.3.5.1	Sans objet
7	Mesures en cas de détection de déchets radioactifs	Arrêté Préfectoral du 24/05/2011, article 7.3.5.2	Sans objet
8	Rétention	Arrêté Préfectoral du 24/05/2011, article 7.5.3	Sans objet
9	Capacité d'accueil de la plateforme de valorisation	Arrêté Préfectoral du 24/05/2011, article 8.3.2	Sans objet
10	Admission des déchets	Arrêté Préfectoral du 24/05/2011, article 8.3.3	Sans objet
11	Registre de suivi des déchets	Arrêté Préfectoral du 24/05/2011, article 8.3.4	Sans objet
12	Conditions d'entreposage des déchets dangereux	Arrêté Préfectoral du 24/05/2011, article 8.7	Sans objet
13	Plan de défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 4.1.4	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection n'a pas mis en évidence de non conformités. L'exploitation du site est réalisée sur la base d'une gestion maîtrisée des déchets, des équipements de sécurité opérationnels, et une traçabilité assurée via les registres obligatoires.

Des points d'amélioration ont été relevés, notamment par rapport à l'absence d'affichage du zonage interne pour les zones à risques, et l'absence d'affichage de l'affectation des aires d'entreposage des déchets.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Isolement avec les milieux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/05/2011, article 4.2.4.2
<b>Thèmes :</b> Risques accidentels, Confinement du site
<b>Prescription contrôlée :</b>  Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.
<b>Constats :</b>  L'inspection constate la présence d'une vanne d'isolement entre le bassin de rétention des eaux pluviales et le dispositif décanteur-déhuileur. Cette vanne était en position de fermée lors de l'inspection. Une clé adaptée est disponible à proximité de ce dispositif en cas de besoin. L'exploitant a fourni à l'inspection une fiche de suivi mensuelle interne de ses installations, datée du 17 mars 2025. Ce document répertorie les installations et dispositifs à vérifier afin d'assurer leur bon état de fonctionnement. La vérification de la vanne de sectionnement y est mentionnée comme conforme, indiquant son bon état de marche. Par ailleurs, l'exploitant a remis une fiche de causerie sécurité, établie à l'occasion du dernier exercice incendie interne, réalisé le 24 octobre 2024. Lors de cet exercice, les employés ont été sensibilisés au rôle de la vanne d'isolement, et une vérification de son bon état de fonctionnement a été effectuée. Aucune anomalie n'a été relevée à cette occasion. Ce point est conforme aux prescriptions.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suites

**N° 2 : Rejet dans le milieu naturel**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/05/2011, article 4.3.9.1
<b>Thèmes :</b> Risques accidentels, Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires avant rejet
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les eaux de lavage de la carrosserie des véhicules, ainsi que les eaux pluviales de ruissellement, sont rejetées dans le fossé communal longeant la RD74. L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré et après leur épuration, les valeurs limites en concentration et flux définies à l'article 4.3.12.
<b>Constats :</b>  Les eaux pluviales, ainsi que celles issues du lavage des véhicules, sont rejetées dans le fossé communal longeant la RD74, après traitement par le dispositif décanteur-déshuileur. Les analyses fournies par l'exploitant du 18/12/2024 indiquent le respect des valeurs limites fixées pour les hydrocarbures totaux et les matières en suspension, à savoir respectivement 5 mg/l et 30 mg/l. Ce point de contrôle est conforme aux prescriptions.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suites

### N° 3 : Séparation des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/05/2011, article 5.1.2
<b>Thèmes :</b> Risques accidentels, Gestion de déchets
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant effectue, à l'intérieur de son établissement, la séparation des déchets dangereux et non dangereux, de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques.
<b>Constats :</b>  Les déchets dangereux sont séparés des déchets non dangereux. Les déchets sont entreposés soit dans des boxes, soit dans des alvéoles délimitées par des murs en blocs de béton d'environ 2,5 mètres de hauteur. Lors de l'inspection, il a été constaté l'absence d'un affichage indiquant l'affectation des différentes zones, casiers et conteneurs présents sur le site. L'exploitant est donc tenu de mettre en place un système d'affichage approprié, pour garantir une identification claire de chaque aire d'entreposage.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suites

### N° 4 : Déchets produits par l'établissement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/05/2011, article 5.1.7
<b>Thèmes :</b> Autre, Déchets de l'établissement
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont limités aux quantités suivantes :  Type de déchets Code des déchets Nature des déchets Quantité  Déchets dangereux 13 02 08* Boue des équipements de traitement eaux pluviales 2 m <sup>3</sup> /an 13 05 08* Huile usagées 1m <sup>3</sup> /an  ....
<b>Constats :</b>  Le fonctionnement normal de l'établissement génère des déchets dangereux. Concernant les huiles usagées issues des vidanges de véhicules, l'exploitant a fourni, à l'inspection, un bordereau de suivi des déchets relatif à leur évacuation. Selon ce document, 1,62 tonnes d'huiles usagées ont été évacuées vers ETS GRANDIDIER à REHAINCOURT (88330), le 25/07/2024, pour traitement. Cette quantité correspond, d'après l'exploitant, à une accumulation sur une période de trois ans. D'autres déchets dangereux sont également produits sur le site. En effet, le dispositif de traitement des eaux pluviales fait l'objet d'un nettoyage annuel. Les boues extraites de ces

<p>équipements, ainsi que les eaux de lavage, ont été évacuées vers TREDI à STRASBOURG, le 25/09/2024. La quantité totale évacuée s'élève à 9,46 tonnes, comprenant principalement les eaux de lavage des équipements et, dans une moindre mesure, les boues elles-mêmes.</p> <p>Bien que cette quantité dépasse le seuil de 2 m<sup>3</sup>/an fixée pour les seules boues issues des équipements, l'exploitant précise que la majeure partie de ce volume est liée aux eaux de lavage nécessaires au bon entretien du système, et que le volume réel de boues est bien inférieur à 2 m<sup>3</sup>.</p> <p>Ce point de contrôle ne fait l'objet d'aucune remarque complémentaire de la part de l'inspection.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suites</p>

#### N° 5 : Zonages internes à l'établissement

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/05/2011, article 71.2</p>
<p><b>Thèmes :</b> Risques accidentels, Risques technologiques</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées, ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir, de façon permanente ou semi-permanente.</p> <p>Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour, à la disposition de l'inspecteur des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les zones présentant un risque d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion ont bien été identifiées sur le plan de l'établissement.</p> <p>Cependant, l'inspection a constaté que ce zonage n'est pas matérialisé sur le terrain.</p> <p>L'exploitant doit mettre en place une signalisation appropriée, afin de matérialiser clairement ces zones à risque sur site.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suites</p>

#### N° 6 : Equipement fixe de détection de matières radioactives

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/05/2011, article 7.3.5.1</p>
<p><b>Thèmes :</b> Risques accidentels, Risques technologiques</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'établissement est équipé d'un détecteur fixe de matières susceptibles d'être à l'origine de rayonnements ionisants permettant de contrôler, de façon systématique, chaque chargement de déchets entrant ou sortant ] ...</p> <p>...[Le dispositif de détection des matières susceptibles d'être à l'origine de rayonnements ionisants est étalonné, au moins une fois par an, par un organisme dûment habilité. L'étalonnage est précédé d'une mesure du bruit de fond ambiant.] ...</p> <p>[L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les documents nécessaires à la traçabilité des opérations de contrôle, de maintenance et d'étalonnage, réalisées sur le dispositif de détection des matières susceptibles d'être à l'origine de rayonnements ionisants.] ...</p>

**Constats :**

L'établissement est équipé d'un dispositif de détection des substances radioactives, installé au seul point d'entrée et de sortie du site. Ce dispositif permet de contrôler, de façon systématique, les déchets entrants et sortants.

Il est soumis à des contrôles et vérifications périodiques obligatoires. Le dernier contrôle annuel, réalisé par la société BERTHOLD Technologies en date du 30/07/2024, a été présenté à l'inspection. Il conclut à la conformité et au bon fonctionnement du portique ainsi que du radiamètre.

Ce contrôle a été précédé d'une mesure du bruit de fond, conformément aux prescriptions réglementaires.

L'ensemble de ces opérations de maintenance, de contrôle et de vérification est consigné dans le registre de sécurité de l'établissement, assurant ainsi la traçabilité des actions menées.

Ce point ne motive pas d'autres remarques de la part de l'inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suites

**N° 7 : Mesures en cas de détection de déchets radioactifs**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 24/05/2011, article 7.3.5.2

**Thèmes :** Risques accidentels, Risques technologiques

**Prescription contrôlée :**

...[ L'exploitant dispose d'une procédure écrite, décrivant les consignes à suivre en cas de détection de déchets radioactifs. Ces consignes sont établies suivant les dispositions de la circulaire du 30/07/03 relative aux procédures à suivre en cas de déclenchement de portique de détection de radioactivité sur les centres d'enfouissement technique, les centres de traitement par incinération, les sites de récupération de ferrailles, et les fonderies.

**Constats :**

L'exploitant dispose d'une procédure écrite, définissant les consignes à suivre en cas de détection de déchets radioactifs. Ces consignes ont été établies conformément aux dispositions de la circulaire du 30/07/2003, relative aux procédures à appliquer en cas de déclenchement d'un portique de détection de radioactivité.

L'exploitant dispose, en interne, d'une personne compétente en radioactivité, et bénéficie également de l'assistance d'un prestataire externe spécialisé.

Ce point de contrôle est conforme aux prescriptions en vigueur et ne motive aucune remarque de la part de l'inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suites

**N° 8 : Rétention**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 24/05/2011, article 7.5.3

**Thèmes :** Risques accidentels, Risques technologiques

**Prescription contrôlée :**

Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention, dont le volume est au moins égal à la plus grande des

<p>deux valeurs suivantes :</p> <p>100 % de la capacité du plus grand réservoir,</p> <p>50 % de la capacité totale des réservoirs associés.</p> <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <p>dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts,</p> <p>dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,</p> <p>dans tous les cas, 800 litres minimum, ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Tout déchet liquide ou susceptible de présenter un risque de pollution est mis sur rétention.</p> <p>Le site dispose d'une plateforme de démontage de véhicules, laquelle est équipée d'une rétention adaptée à cette activité.</p> <p>Ce point ne fait l'objet d'aucune remarque complémentaire de la part de l'inspection.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suites</p>

**N° 9 : Capacité d'accueil de la plateforme de valorisation**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/05/2011, article 8.3.2</p>
<p><b>Thèmes :</b> Autre, Plate forme de valorisation</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La capacité d'accueil de la plateforme de valorisation de déchets est estimée à 13 800 tonnes par an, toutes catégories de déchets confondues, dont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 10 000 tonnes de métaux ferreux</li> <li>- 1 000 tonnes de métaux non ferreux</li> <li>- 2 500 tonnes de déchets non dangereux</li> <li>- 300 tonnes de déchets dangereux</li> <li>- 100 tonnes d'amantes-ciment à l'état conditionné</li> <li>- 100 tonnes de déchets d'équipements électriques et électroniques</li> <li>- 100 tonnes de déchets dangereux divers</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les quantités de déchets entrés en 2024, extraites du registre des déchets de l'établissement et transmises à l'inspection, font état de la situation suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Total des déchets : 10 309 tonnes</li> <li>- Métaux ferreux : 7 682 tonnes</li> <li>- Métaux non ferreux : 204 tonnes</li> <li>- Déchets non dangereux : 2 266 tonnes</li> <li>- Déchets dangereux : 157 tonnes</li> </ul> <p>Ces quantités sont inférieures aux seuils fixés dans l'arrêté préfectoral d'autorisation de l'établissement, en date du 24/05/2011.</p>

L'exploitant est conforme par rapport à la prescription contrôlée. Ce point ne fait l'objet d'aucune remarque de la part de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suites

**N° 10 : Admission des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/05/2011, article 8.3.3
<b>Thèmes :</b> Risques accidentels, plateforme de valorisation
<b>Prescription contrôlée :</b>  ...[les refus sont consignés dans un registre prévu à cet effet, tenu à la disposition de l'inspection des installation classées] ...
<b>Constats :</b>  Un registre est prévu pour l'enregistrement des refus. Néanmoins, aucun refus n'a été enregistré pour l'année 2024.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suites

**N° 11 : Registre de suivi des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/05/2011, article 8.3.4
<b>Thèmes :</b> Risques accidentels, plateforme de valorisation
<b>Prescription contrôlée :</b>  La traçabilité des déchets admis sur le site doit être assurée. Chaque entrée fait l'objet d'un enregistrement, précisant la date, l'heure, le nom du producteur, la nature et la quantité de déchets, l'identité du transporteur et l'immatriculation du véhicule. Il est établi un bordereau de réception. Chaque sortie fait l'objet d'un enregistrement, précisant la date, l'heure, le nom de l'entreprise de valorisation ou d'élimination, la nature et la quantité du chargement, l'identité du transporteur. Le registre où sont consignées les entrées et sorties est tenu à disposition de l'inspecteur des installations classées.
<b>Constats :</b>  Chaque opération d'entrée ou de sortie de déchets fait l'objet d'un enregistrement dans un registre dédié, lequel contient l'ensemble des informations prévues par la prescription contrôlée. Ce point est conforme et ne soulève aucune observation de la part de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suites

**N° 12 : Conditions d'entreposage des déchets dangereux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/05/2011, article 8.7
<b>Thèmes :</b> Risques accidentels, plateforme de valorisation
<b>Prescription contrôlée :</b>

Les déchets dangereux sont regroupés dans une cellule spécifique d'un hall couvert et fermé, spécialement aménagée, adaptée au transit et regroupement de déchets dangereux, en particulier les murs sont coupe-feu de degré 2 heures, le sol est étanche et pourvu de remontées formant cuvette de rétention.  
La cellule est pourvue d'un système de détection précoce d'un incident.] ...

**Constats :**

L'inspection relève que les déchets dangereux sont entreposés dans trois alvéoles situées à l'intérieur d'un bâtiment fermé, placé sous surveillance et équipé d'un système de détection précoce, comprenant trois détecteurs infrarouges placés au-dessus des alvéoles.  
Ce point ne fait l'objet d'aucune observation de la part de l'inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suites

**N° 13 : Plan de défense contre l'incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 4.1.4

**Thèmes :** Risques accidentels, Plan de défense contre l'incendie

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant réalise, et tient à jour, un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie y est intégré.

Le plan de défense contre l'incendie, ainsi que ses mises à jour, sont transmis aux services d'incendie et de secours, et mis à disposition à l'entrée du site.

Il comprend au minimum :

les schémas d'alarme et d'alerte, décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;

- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ; l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;

- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager, avant l'arrivée des services de secours, les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;

- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux, et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;

- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;

- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;
- des plans des entreposages intérieurs et extérieurs contenant des déchets, avec une description des dangers, et, le cas échéant l'emplacement des murs coupe-feu, des commandes de désenfumage, des interrupteurs centraux, des produits d'extinction et des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité ;
- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie, avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;
- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu au point 3.5 sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées, et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;
- le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir ;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement.

**Constats :**

L'exploitant dispose d'un plan de défense contre l'incendie, présenté lors de l'inspection. Ce plan est également affiché à l'entrée du site.

Il a été mis à jour le 01/07/2024, et un exercice incendie a été réalisé sur site le 24/10/2024 en interne, sur la base des éléments qu'il contient.

L'inspection ne relève aucune observation concernant ce point.

**Type de suites proposées :** Sans suites

\*\*\*\*